



LIGNE NOUVELLE BORDEAUX - TOULOUSE

Demande d'autorisation environnementale
pour les investigations préalables

Archéologie préventive
et sondages géotechniques

 Pièce L

Déclaration préalable à la
destruction de haies

DOSSIER D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE

SEPTEMBRE 2025

Interne SNCF Réseau

@Groupe SNCF - Olivier Foulon





Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1. Contexte de la demande..... | 5 |
| 1.1. Présentation du demandeur | 6 |
| 1.2. Contexte réglementaire | 9 |
| 1.2.1. Définition réglementaire d'une haie et régime de protection | 9 |
| 1.2.2. Intégration de la dérogation au régime de protection des haies dans l'autorisation environnementale | 9 |
| 1.2.3. Modalités de compensation | 9 |
| 1.3. Méthodologie du recensement des haies | 10 |
| 1.4. Contenu du dossier de dérogation au régime de protection des haies | 10 |
| 1.5. Présentation succincte des investigations préalables | 10 |
| 1.5.1. Diagnostics archéologiques | 10 |
| 1.5.2. Campagne de sondages géotechniques | 10 |
| 1.5.3. Déroulé des opérations de défrichement | 11 |
| 2. Identification et cartographie des haies détruites par les investigations préalables..... | 13 |
| 2.1. Tableaux d'identification des parcelles concernées par des haies évitées par les emprises des investigations préalables par département | 14 |
| 2.1.1. Parcelles concernées par des haies évitées dans le département de la Gironde | 14 |
| 2.1.2. Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Lot-et-Garonne..... | 14 |
| 2.1.3. Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Tarn-et-Garonne..... | 15 |
| 2.1. Tableaux d'identification des parcelles concernées par des haies impactées par les emprises des investigations préalables par département | 17 |
| 2.1.1. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Gironde | 17 |
| 2.1.2. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Lot-et-Garonne... | 18 |
| 2.1.3. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Tarn-et-Garonne . | 20 |
| 2.1.4. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Haute-Garonne | 23 |
| 2.2. Cartographie des haies évitées et impactées par les emprises des investigations préalables et parcelles cadastrales associées | 24 |

Liste des figures

| | |
|---|----|
| Figure 1 : Décret n°2016-738 du 2 juin 2016 déclarant d'utilité publique la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse | 6 |
| Figure 3 : Exemple de machine utilisée pour les sondages carottés, à la tarière ou pressiométrique (Source : SNCF Réseau) | 11 |
| Figure 4 : Exemple de machine d'essai de pénétration statique (Source : SNCF Réseau) | 11 |
| Figure 5: Débroussaillage (Source : SNCF Réseau) | 11 |
| Figure 6: Abattage et façonnage des grumes de bois (Source : SNCF Réseau) | 11 |
| Figure 7: Débardage et débusquage (Source : SNCF Réseau) | 12 |

Liste des tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Parcelles concernées par des haies évitées dans le département de la Gironde..... | 14 |
| Tableau 2 : Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Lot-et-Garonne | 14 |
| Tableau 3 : Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Tarn-et-Garonne | 15 |
| Tableau 5 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Gironde..... | 17 |

| | |
|--|----|
| Tableau 6 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Lot-et-Garonne | 18 |
| Tableau 7 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Tarn-et-Garonne | 20 |
| Tableau 8 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Haute-Garonne | 23 |



1. Contexte de la demande

La ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse est une composante du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (dit « GPSO »). Elle s’inscrit au sein des régions de Nouvelle-Aquitaine et d’Occitanie et traverse quatre départements : la Gironde (33), le Lot-et-Garonne (47), le Tarn-et-Garonne (82) et la Haute-Garonne (31).

Le tracé retenu a été validé par les décisions ministérielles du 30 mars 2012 et du 23 octobre 2013 et déclaré d’utilité publique par le décret en Conseil d’Etat du 2 juin 2016. Le schéma de réalisation du GPSO est divisé en deux phases ; la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse est intégrée à la phase 1 du projet comprenant également la ligne nouvelle Bordeaux – Dax et les aménagements ferroviaires sur les lignes existantes au sud de Bordeaux et au nord de Toulouse.

Dans le cadre de la poursuite du projet, une demande d’autorisation environnementale est déposée pour engager les investigations préalables nécessaires à la réalisation de la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse sur les emprises des entrées en terre de l’avant-projet sommaire.

La présente pièce constitue ainsi la pièce L de cette demande d’autorisation environnementale et porte la déclaration préalable à la destruction de haies relative aux investigations préalables de la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse.

Ce chapitre présente le contexte associé à cette demande, à savoir le demandeur, le cadre réglementaire, le contenu du dossier et la nature des travaux prévus.

1.1. Présentation du demandeur

Les parcelles concernées par les destructions de haies liées aux investigations préalables de la ligne Bordeaux - Toulouse sont incluses dans l'emprise déclarée d'utilité publique par le décret du 2 juin 2016.

Bénéficiaires de cette déclaration d'utilité et maîtres d'ouvrage de la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse, SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions ont donc qualité pour porter cette déclaration préalable à la destruction de haies.



R É S E A U

SNCF Réseau - Agence GPSO
15 rue Jean-Philippe Rameau
93200 Saint-Denis
SIRET : 412 280 737 20375



**G A R E S
& C O N N E X I O N S**

SNCF Gares et Connexions
Direction Exécutive des Grands Projets et des SERM
16 avenue d'Ivry
75013 Paris
SIRET : 507 523 801 02157

Direction en charge du pilotage du projet :

Amandine BOMMEL - Responsable environnement et procédures administratives

Agence GPSO
17 rue Cabanac – Immeuble Le Spinnaker
33081 Bordeaux Cedex

Amandine.bommel@reseau.sncf.fr

Figure 1 : Décret n°2016-738 du 2 juin 2016 déclarant d'utilité publique la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse

5 juin 2016 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 2 sur 103

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT**

Décret n° 2016-738 du 2 juin 2016 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des lignes ferroviaires à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax entre Saint-Médard-d'Eyrans (Gironde), Saint-Jory (Haute-Garonne) et Saint-Vincent-de-Paul (Landes), et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Arbanats, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Bernos-Beaulac, Captieux, Castres-Gironde, Cazalis, Escaudes, Giscos, Goulade, Landiras, Lerm-et-Musset, Lucmau, Marions, Portets, Préchac, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Selve et Virelade dans le département de la Gironde, des communes de Brax, Bruch, Caudecoste, Estillac, Fargues-sur-Ourbise, Moirax, Montesquieu, Pompogne, Roquefort, Sainte-Colombe-en-Bruilhais, Saint-Nicolas-de-la-Balmerie, Sérignac-sur-Garonne, Vianne ainsi que de la communauté d'agglomération d'Agen (communes de Colayrac-Saint-Cirq, Layrac, Le Passage) dans le département de Lot-et-Garonne, des communes d'Auvillar, Bressols, Campsas, Castelmayran, Castelsarrasin, Cordes-Tolosannes, Donzac, Escatalens, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Montauban, Montbartier, Montbeton, Saint-Nicolas-de-la-Grave et Saint-Porquier dans le département de Tarn-et-Garonne, des communes de Castelnau-d'Estrétefonds, Fronton, Grenade, Saint-Rustice ainsi que de Toulouse Métropole (commune de Saint-Jory) dans le département de la Haute-Garonne, et des communes d'Arue, Bégaar, Canenx-et-Réaut, Cère, Ousse-Suzan, Pontonx-sur-l'Adour, Saint-Avit, Uchacq-et-Parentis ainsi que du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan (communes de Roquefort et de Sarbazan) dans le département des Landes

NOR : DEVT1603468D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 123-1 à L. 123-19, L. 214-1 à L. 214-11, L. 341-1, L. 411-2, L. 414-4, L. 571-9 et L. 571-10, R. 122-1 à R. 122-15, R. 123-1 à R. 123-33, R. 414-19 à R. 414-25 et R. 571-44 à R. 571-52-1 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 110-1, L. 121-1, L. 121-2, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-3, L. 122-5, R. 111-1, R. 112-4, R. 121-2 et R. 122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L. 214-13 à L. 214-14 et L. 341-1 à L. 341-10 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article R. 1211-3 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 112-1-1, L. 121-2, L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1, R. 123-30 à R. 123-38, R. 352-1 à R. 352-14 et R. 643-1 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 1511-1 à L. 1511-7, L. 1512-1 et L. 1512-2, L. 2111-1 à L. 2111-3, L. 2111-9 à L. 2111-25, R. 1511-1 et R. 1511-3 à R. 1511-10 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2, L. 104-3, L. 104-6, L. 143-4, L. 153-54 à L. 153-59, L. 174-1, L. 174-3, L. 600-12, R. 104-2, R. 104-21 à R. 104-25, R. 121-16, R. 153-13, R. 153-14 et R. 153-21 ;

Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2006-1534 du 6 décembre 2006 pris pour l'application des articles 1^{er}, 1^{er}-1 et 1^{er}-2 de la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire ;

Vu le décret n° 2013-1211 du 23 décembre 2013 relatif à la procédure d'évaluation des investissements publics en application de l'article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 ;

Vu l'article 12 du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du code de l'urbanisme ;

Vu les plans locaux d'urbanisme des communes d'Arbanats, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Bernos-Beaulac, Captieux, Castres-Gironde, Cazalis, Escaudes, Giscos, Goulade, Lerm-et-Musset, Lucmau, Marions, Portets, Préchac, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Selve et Virelade dans le département de la Gironde ;

Vu le plan d'occupation des sols de Landiras dans le département de la Gironde ;

Vu les plans locaux d'urbanisme des communes de Brax, Bruch, Caudecoste, Estillac, Fargues-sur-Ourbise, Moirax, Montesquieu, Pompogne, Roquefort, Saint-Nicolas-de-la-Balme et de la communauté d'agglomération d'Agen (communes de Colayrac-Saint-Cirq, Layrac et Le Passage) dans le département de Lot-et-Garonne ;

Vu la décision du tribunal administratif de Bordeaux du 10 février 2015 portant annulation de la délibération du 28 juin 2012 du conseil municipal de Sainte-Colombe-en-Bruilhois approuvant le plan local d'urbanisme de la commune ;

Vu les plans d'occupation des sols des communes de Sainte-Colombe-en-Bruilhois, Sérignac-sur-Garonne et Vianne dans le département de Lot-et-Garonne ;

Vu les plans locaux d'urbanisme des communes d'Auvillar, Bressols, Campsas, Castelmayran, Cordes-Tolosannes, Donzac, Escatalens, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Montauban, Montbartier, Montbeton, Saint-Nicolas-de-la-Grave et Saint-Porquier dans le département de Tarn-et-Garonne ;

Vu les plans d'occupation des sols des communes de Castelsarrasin et Grisolles dans le département de Tarn-et-Garonne ;

Vu les plans locaux d'urbanisme des communes de Castelnaud-d'Estrétefonds, Fronton, Grenade et Saint-Rustice dans le département de la Haute-Garonne ;

Vu le plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole (commune de Saint-Jory) ;

Vu les plans locaux d'urbanisme des communes d'Arue, Bégaar, Canenx-et-Réaut, Cère, Ousse-Suzan, Pontonx-sur-l'Adour, Saint-Avit et du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan dans le département des Landes ;

Vu le plan d'occupation des sols de la commune d'Uchacq-et-Parentis dans le département des Landes ;

Vu les bilans des débats publics publiés le 18 janvier 2006 pour le projet de ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse et le 31 janvier 2007 pour le projet ferroviaire Bordeaux-Espagne ;

Vu la décision ministérielle du 30 mars 2012 actant la consistance du programme du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest et retenant le tracé de référence du linéaire des lignes nouvelles ;

Vu les décisions de la Commission nationale du débat public du 5 décembre 2012 estimant qu'il n'est pas nécessaire de procéder à de nouveaux débats ;

Vu la décision ministérielle du 23 octobre 2013, arrêtant le tracé du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest sur les secteurs laissés en suspens par la décision ministérielle du 30 mars 2012, retenant un schéma de réalisation en deux phases pour le programme du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest, et définissant la suite des procédures préalables à l'enquête d'utilité publique pour la première phase comprenant les lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, les aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux et au nord de Toulouse ;

Vu les avis des commissions départementales d'aménagement foncier de la Gironde, rendu le 21 novembre 2013, de Tarn-et-Garonne, rendu le 17 février 2015, de la Haute-Garonne, rendu le 3 mars 2015, et des Landes, rendu le 28 janvier 2013, relatifs à la constitution des commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier ;

Vu l'avis du syndicat mixte du parc naturel des Landes de Gascogne du 13 janvier 2014, joint au dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis n° 2013-121 du 22 janvier 2014 de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable, joint au dossier d'enquête publique, sur l'étude d'impact relative au Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) ;

Vu l'avis du Commissariat général à l'investissement et le rapport de contre-expertise du 29 avril 2014, joints au dossier d'enquête publique ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 19 mai 2014 portant désignation du préfet de la Gironde comme préfet coordonnateur de l'enquête publique concernant la réalisation des lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax ;

Vu la décision ministérielle du 13 juin 2014 décidant du lancement de la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des trois opérations constituant la première phase du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest, soit les lignes Bordeaux-Toulouse/Bordeaux-Dax, les aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux et au nord de Toulouse, ainsi qu'à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des établissements publics de coopération intercommunale et des communes concernés ;

Vu les avis de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde du 3 juin 2014, de la direction départementale des finances publiques de Lot-et-Garonne du 27 février 2013, de la direction départementale des finances publiques de Tarn-et-Garonne du 18 janvier 2013, de la direction régionale des finances publiques de Midi-Pyrénées et du département de la Haute-Garonne du 5 décembre 2012 et de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine et du département des Landes du 15 octobre 2013 ;

Vu les décisions du 30 juin et du 23 octobre 2014 du président du tribunal administratif de Bordeaux portant désignation des membres et de suppléants de la commission d'enquête des lignes ferroviaires nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 25 août 2014 du préfet de la région Aquitaine et de la Gironde, du préfet de la région Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne, du préfet des Landes, du préfet de Lot-et-Garonne et du préfet

de Tarn-et-Garonne portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes traversées par ces ouvrages ;

Vu la lettre du 27 mai 2014 adressée par le préfet de Lot-et-Garonne aux maires des communes de Saint-Nicolas-de-la-Balme, Vianne, Moirax, Sainte-Colombe-en-Bruilhois, Roquefort, Pompogne, Montesquieu, Estillac, Caudecoste, Le Passage, Bruch, Layrac, Brax, Colayrac-Saint-Cirq, Sérignac-sur-Garonne, au président de la communauté d'agglomération d'Agen, au président de la communauté de communes du canton de Prayssas, aux présidents des syndicats mixtes du Pays de l'Agenais et de l'Albret, aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, des métiers et de l'artisanat et d'agriculture de Lot-et-Garonne, au président du conseil régional d'Aquitaine, au président du conseil général de Lot-et-Garonne et au directeur départemental des territoires de Lot-et-Garonne les invitant à la réunion d'examen conjoint prévue par les articles L. 123-14-2 et R. 123-23-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la lettre du 2 juin 2014 adressée par le préfet des Landes aux maires des communes d'Arue, Bégaar, Canenx-et-Réaut, Cère, Ousse-Suzan, Pontonx-sur-l'Adour, Roquefort, Saint-Avit, Sarbazan, Uchacq-et-Parentis, aux présidents des communautés d'agglomération du Grand Dax et du Marsan Agglomération, aux présidents des communautés de communes des Landes d'Armagnac, du Pays d'Albret, du pays Morcenais et du pays Tarasate, au président du syndicat intercommunal des communes d'Arue, Bourriot-Bergonce, Cachen, Lencouacq, Maillas et Vielle-Soubiran, au président du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan, aux présidents des syndicats mixtes de la Haute Lande et Adour-Chalosse-Tursan, au président du parc naturel régional des Landes de Gascogne, aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, des métiers et de l'artisanat et d'agriculture des Landes, au président du conseil régional d'Aquitaine et au président du conseil général des Landes les invitant à la réunion d'examen conjoint prévue par les articles L. 123-14-2 et R. 123-23-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la lettre du 2 juin 2014 adressée par le préfet de Tarn-et-Garonne aux maires des communes d'Auvillar, Bressols, Campsas, Castelmayran, Castelsarrasin, Cordes-Tolosannes, Donzac, Escatalens, Grisolles, La Ville-Dieu-du-Temple, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Montauban, Montbartier, Montbeton, Pompignan, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Saint-Porquier, à la présidente de la communauté de communes du Terroir de Grisolles et Villebrumier, à la présidente de la communauté d'agglomération du Grand Montauban, aux présidents des syndicats mixtes du SCOT de l'agglomération de Montauban, du SCOT du Nord Toulousain et du SCOT des Trois Provinces, aux présidents des syndicats mixtes des Deux Rives et du Pays de l'Agenais, aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, des métiers et de l'artisanat et d'agriculture de Tarn-et-Garonne, au président du conseil régional de Midi-Pyrénées et au président du conseil général de Tarn-et-Garonne les invitant à la réunion d'examen conjoint prévue par les articles L. 123-14-2 et R. 123-23-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la lettre du 4 juin 2014 adressée par le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, aux maires des communes d'Arbanats, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Bernos-Beaulac, Captieux, Castres-Gironde, Cazalis, Escaudes, Giscos, Goulade, Landiras, Lerm-et-Musset, Lucmau, Marions, Portets, Préchac, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Selve et Virelade, aux présidents des communautés de communes de Montesquieu, du Bazadais et du Sud-Gironde, aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, des métiers et de l'artisanat et d'agriculture de Gironde, au président du conseil régional d'Aquitaine et au président du conseil général de Gironde les invitant à la réunion d'examen conjoint prévue par les articles L. 123-14-2 et R. 123-23-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la lettre du 5 juin 2014 adressée par le préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne, aux maires des communes de Castelnaud-d'Estrétefonds, Fronton, Grenade, Saint-Jory et Saint-Rustice, au président de la communauté urbaine de Toulouse Métropole, aux présidents du syndicat mixte du SCOT du Nord Toulousain, aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, des métiers et de l'artisanat et d'agriculture de la Haute-Garonne, au président du conseil régional de Midi-Pyrénées et au président du conseil général de la Haute-Garonne les invitant à la réunion d'examen conjoint prévue par les articles L. 123-14-2 et R. 123-23-1 du code de l'urbanisme ;

Vu le procès-verbal des réunions d'examen conjoint tenues le 30 juin 2014 pour les communes du département de la Gironde, le 24 juin 2014 pour les communes du département de Lot-et-Garonne, les 25 et 26 juin 2014 pour les communes de Tarn-et-Garonne, le 26 juin 2014 pour les communes du département de la Haute-Garonne, le 27 juin 2014 pour les communes du département des Landes, et portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

Vu l'étude d'impact jointe au dossier d'enquête et comprenant une évaluation des incidences Natura 2000 ;

Vu les avis du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt du 4 août 2014 et du 25 septembre 2014, joints au dossier d'enquête publique ;

Vu les évaluations environnementales relatives à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, jointes au dossier d'enquête ;

Vu les avis de l'autorité environnementale émis sur ces évaluations par les autorités administratives de l'Etat compétentes en matière d'environnement et joints au dossier d'enquête ;

Vu le dossier d'enquête publique ouvert sur le projet, le rapport, les conclusions motivées et l'avis de la commission d'enquête du 27 mars 2015 ;

Vu les lettres du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, du 14 octobre 2015 invitant les communes de Saint-Médard-d'Eyrans, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Castres-Gironde, Saint-Selve, Portets, Arbanats, Virelade et Landiras, les communautés de communes du Sud-Gironde et du Bazadais dans le département de la Gironde, les communes de Vianne, Bruch et Montesquieu, la communauté d'agglomération d'Agen, la

communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne dans le département de Lot-et-Garonne, les communes de Donzac, Auvillar, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Castelmayran, Cordes-Tolosannes, La Ville-Dieu-du-Temple, Saint-Porquier, Montbeton, Montauban, Bressols, Escatalens, Montbartier et Lacourt-Saint-Pierre, les communautés de communes de Terres de Confluences et du Terroir de Grisolles et Villebrumier dans le département de Tarn-et-Garonne, les communes de Fronton, Saint-Rustice, Castelnau-d'Estrétefonds et Grenade, la communauté urbaine de Toulouse Métropole dans le département de la Haute-Garonne, les communes d'Arue, Canenx-et-Réaut, Cère et Ousse-Suzan, la communauté d'agglomération du Marsan, le syndicat intercommunal de Roquefort-Sarbazan et la communauté de communes du Pays Tarusate dans le département des Landes à délibérer sur la mise en compatibilité de leur document d'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2015 du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, transférant les compétences d'urbanisme des communes d'Arbanats, Landiras, Portets et Virelade à la communauté de communes de Podensac ;

Vu la lettre du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, du 24 novembre 2015 invitant la communauté de communes de Podensac à délibérer sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Arbanats, Portets et Virelade ;

Vu le courrier du 4 décembre 2015 adressé par le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche au président du conseil départemental des Landes ;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Ayguemorte-les-Graves du 3 décembre 2015, de la communauté de communes du Bazadais du 16 décembre 2015, du conseil municipal de Beautiran du 10 novembre 2015, du conseil municipal de Castres-Gironde du 23 novembre 2015, du conseil municipal de Landiras du 20 octobre 2015, de la communauté de communes de Podensac du 16 décembre 2015, du conseil municipal de Saint-Médard-d'Eyrans du 8 décembre 2015 et de la communauté de communes du Sud-Gironde du 14 décembre 2015 dans le département de la Gironde, portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

Vu la délibération de la communauté d'agglomération d'Agen du 17 décembre 2015, dans le département de Lot-et-Garonne, portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bressols du 14 décembre 2015, du conseil municipal de Castelmayran du 1^{er} décembre 2015, du conseil municipal d'Escatalens du 28 novembre 2015, du conseil municipal de Lacourt-Saint-Pierre du 11 décembre 2015, du conseil municipal de Montauban du 16 décembre 2015, du conseil municipal de Montbeton du 7 décembre 2015, du conseil municipal de Saint-Nicolas-de-la-Grave du 3 décembre 2015, de la communauté de communes du Terroir de Grisolles et Villebrumier du 17 décembre 2015 et de la communauté de communes Terres de Confluences du 17 décembre 2015, dans le département de Tarn-et-Garonne, portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Grenade-sur-Garonne du 24 novembre 2015 et du conseil de Toulouse Métropole du 17 décembre 2015, dans le département de la Haute-Garonne, portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

Vu les délibérations de la communauté d'agglomération du Marsan Agglomération du 1^{er} décembre 2015 et du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan du 4 décembre 2015 dans le département des Landes ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt du 27 avril 2016 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des lignes ferroviaires à grande vitesse nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax entre Saint-Médard-d'Eyrans (Gironde), Saint-Jory (Haute-Garonne) et Saint-Vincent-de-Paul (Landes), conformément aux plans présentés en annexe 1 au présent décret (1).

Conformément aux dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le document joint en annexe 2 au présent décret (1) expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération.

Art. 2. – Les expropriations nécessaires devront être réalisées dans un délai de quinze ans à compter de la publication du présent décret.

Art. 3. – Le maître d'ouvrage devra, s'il y a lieu, remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles dans les conditions prévues par les articles L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1, R. 123-30 à R. 123-38 et R. 352-1 à R. 352-14 du code rural et de la pêche maritime.

Art. 4. – Conformément aux dispositions du I de l'article R. 122-14 du code de l'environnement, l'annexe 3 au présent décret (1) mentionne les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine, et les modalités de suivi associées. Les études détaillées préciseront, le cas échéant, ces mesures avant le début des travaux.

Les mesures relatives à la protection de l'eau, des milieux aquatiques et des zones humides, celles relatives aux espèces et habitats d'espèces protégées, celles relatives au patrimoine ainsi que celles relatives au défrichement pourront être adaptées, dans le respect des mêmes objectifs, par des prescriptions fixées par des arrêtés ultérieurs pris en application respectivement des articles L. 214-1 et suivants, de l'article L. 411-2, des articles L. 341-1 et suivants du code de l'environnement et des articles L. 214-13 et L. 341-1 et suivants du code forestier.

Art. 5. – Le présent décret emporte mise en compatibilité des documents d'urbanisme, conformément aux plans et aux documents annexés au présent décret (1) :

- des communes d'Arbanats, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Bernos-Beaulac, Captieux, Castres-Gironde, Cazalis, Escaudes, Giscos, Goulade, Landiras, Lerm-et-Musset, Lucmau, Marions, Portets, Préchac, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Selve et Virelade dans le département de la Gironde ;
- des communes de Brax, Bruch, Caudecoste, Estillac, Fargues-sur-Ourbise, Moirax, Montesquieu, Pompoigne, Roquefort, Sainte-Colombe-en-Bruilhois, Saint-Nicolas-de-la-Balme, Sérignac-sur-Garonne, Vianne ainsi que de la communauté d'agglomération d'Agen (communes de Colayrac-Saint-Cirq, Layrac, Le Passage) dans le département de Lot-et-Garonne ;
- des communes d'Auvillar, Bressols, Campsas, Castelmayran, Castelsarrasin, Cordes-Tolosannes, Donzac, Escatalens, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Montauban, Montbartier, Montbeton, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Saint-Porquier dans le département de Tarn-et-Garonne ;
- des communes de Castelnau-d'Estrétefonds, Fronton, Grenade, Saint-Rustice ainsi que de Toulouse Métropole (commune de Saint-Jory) dans le département de la Haute-Garonne ;
- des communes d'Arue, Bégaar, Canenx-et-Réaut, Cère, Ousse-Suzan, Pontonx-sur-l'Adour, Saint-Avit, Uchacq-et-Parentis ainsi que du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan (communes de Roquefort et de Sarbazan) dans le département des Landes.

Les maires de ces communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents procéderont aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme.

Art. 6. – La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, et le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 2 juin 2016.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
chargée des relations internationales
sur le climat,*
SÉGOLÈNE ROYAL

*Le secrétaire d'Etat
chargé des transports,
de la mer et de la pêche,*
ALAIN VIDALIES

(1) Il peut être pris connaissance de ces plans et documents, du document prévu à l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet ainsi que du document mentionnant les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine et les modalités de suivi associées auprès du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (direction des infrastructures de transport, sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables, tour Séquoia, 1, place Carpeaux, 92055 Paris-La Défense Cedex) ainsi qu'auprès des préfectures de la Gironde (2, esplanade Charles-de-Gaulle, 33077 Bordeaux), de Lot-et-Garonne (place de Verdun, 47920 Agen Cedex 9), de Tarn-et-Garonne (2, allée de l'Empereur, BP 779, 82013 Montauban Cedex), de la Haute-Garonne (1, place Saint-Etienne, 31038 Toulouse) et des Landes (24-26, rue Victor-Hugo, 40021 Mont-de-Marsan Cedex).

1.2. Contexte réglementaire

La loi n°2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture définit un nouveau régime de protection, spécifique aux haies. Ce dispositif vise à encadrer la suppression des haies tout en permettant une gestion durable de ces éléments paysagers.

A la date de rédaction du présent dossier, le décret d'application relatif à ce nouveau cadre juridique venant préciser sa mise en œuvre n'est pas encore paru.

1.2.1. Définition réglementaire d'une haie et régime de protection

Une haie est définie par l'article L412-21 du Code de l'environnement comme étant une unité linéaire de végétation, autre que des cultures, d'une largeur maximale de 20 m et comprenant au moins deux éléments parmi les trois suivants :

- Des arbustes ;
- Des arbres ;
- D'autres ligneux.

Ne sont pas concernées par ces dispositions, les allées d'arbres et alignements d'arbres, qu'ils bordent ou non des voies ouvertes ou non à la circulation publique, ainsi que les haies implantées en bordure de bâtiments ou sur une place, qui constituent l'enceinte d'un jardin ou d'un parc attenants à une habitation ou qui se situent à l'intérieur de cette enceinte.

Article L412-21 du Code de l'environnement

"I. Sauf disposition spéciale, une haie est une unité linéaire de végétation, autre que des cultures, d'une largeur maximale de vingt mètres et qui comprend au moins deux éléments parmi les trois suivants :

- 1° Des arbustes ;
- 2° Des arbres ;
- 3° D'autres ligneux.

Sont régies par la présente section les haies, à l'exclusion des allées d'arbres et des alignements d'arbres au sens de l'article L350-3, qu'ils bordent ou non des voies ouvertes ou non à la circulation publique, et à l'exclusion des haies implantées en bordure de bâtiments ou sur une place, qui constituent l'enceinte d'un jardin ou d'un parc attenants à une habitation ou qui se situent à l'intérieur de cette enceinte."

La destruction de haie constitue une opération soumise à déclaration préalable. L'article L412-22 du Code de l'environnement précise le champ d'application de cette nouvelle déclaration.

Article L412-22 du Code de l'environnement

"I. Tout projet de destruction d'une haie mentionnée à l'article L412-21 est soumis à déclaration unique préalable. Dans le cas où la destruction de la haie est soumise à déclaration en application d'une ou de plusieurs des législations mentionnées à l'article L412-24, la déclaration unique en tient lieu. Le projet est apprécié au regard des critères et des règles prévus par ces législations.

Dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat et ne pouvant excéder quatre mois à compter de la réception de la déclaration, l'autorité administrative peut s'opposer à la destruction projetée. Les travaux ne peuvent commencer avant l'expiration de ce délai. Le silence ou l'absence d'opposition de l'administration vaut absence d'opposition au titre des législations applicables au projet.

II. Le fait de détruire une haie, lorsque cette destruction requiert l'absence d'opposition à la déclaration unique prévue au I du présent article, sans avoir obtenu cette absence d'opposition ou en violation d'une mesure de retrait de cette absence d'opposition est puni de l'amende prévue pour les contraventions de deuxième classe."

1.2.2. Intégration de la dérogation au régime de protection des haies dans l'autorisation environnementale

L'article L181-2 du Code de l'environnement liste les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments portés par l'autorisation environnementale. L'absence d'opposition à la déclaration ou à l'autorisation unique de destruction de haies prévues aux articles L412-22 et L412-23 du Code de l'environnement a été intégrée dans cette liste.

Article L181-2 du Code de l'environnement

"I.-L'autorisation environnementale tient lieu, y compris pour l'application des autres législations, des autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments suivants, lorsque le projet d'activités, installations, ouvrages et travaux relevant de l'article L181-1 y est soumis ou les nécessite :
[...]

19° Absence d'opposition à la déclaration ou l'autorisation unique de destruction de haies prévues aux articles L412-22 et L412-23 du présent code."

A ce titre, la présente déclaration préalable à la destruction de haies s'inscrit donc dans le cadre de l'autorisation environnementale relative aux investigations préalables de la ligne Bordeaux – Toulouse.

1.2.3. Modalités de compensation

L'article L412-25 du Code de l'environnement subordonne la destruction de haie à des mesures de compensation par replantation d'un linéaire au moins égal à celui détruit.

Article L412-25 du Code de l'environnement

"Toute destruction de haie est subordonnée à des mesures de compensation par replantation d'un linéaire au moins égal à celui détruit, réalisées dans les conditions prévues à l'article L163-1.

L'autorité administrative compétente peut fixer toute autre prescription nécessaire au respect des intérêts protégés par les législations mentionnées à l'article L412-24.

Elle informe le demandeur de la possibilité de solliciter un conseil avant les opérations de destruction et de replantation et lui propose une liste d'organismes agréés compétentes."

Il est à noter que la déclaration préalable à la destruction de haie constitue une évolution très récente dont le cadre est en cours de constitution. A ce jour, seuls les articles de la partie législative du Code de l'environnement sont en vigueur. Les décrets précisant les modalités de mise en œuvre ne sont pas encore parus.

Ainsi, les articles L412-26 et L412-27 prévoient respectivement qu'un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles la destruction d'une haie engendre des mesures de compensation et qu'un arrêté départemental définit un coefficient de compensation par département.

Article L412-26 du Code de l'environnement

"Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la présente section. Il précise notamment :

- 1° Les modalités et les conditions de la déclaration unique prévus à l'article L412-22 et de l'autorisation unique prévue à l'article L412-23 ;
- 2° Les conditions dans lesquelles la destruction d'une haie fait l'objet des mesures de compensation mentionnées au premier alinéa de l'article L412-25. Il prévoit une application territorialisée des mesures de compensation ;
- 3° Les conditions dans lesquelles il peut être procédé à la destruction de haie pour assurer la sécurité publique ainsi que, en cas d'urgence, l'intégrité des réseaux et des infrastructures de transport pour assurer une obligation légale ou réglementaire, dans le respect de l'article 16 de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages."

Article L412-27 du Code de l'environnement

"Dans chaque département, en s'appuyant sur les données publiques disponibles, en particulier celles de l'observatoire de la haie, et après consultation des organisations représentatives agricoles et des associations représentatives d'élus locaux ainsi que des représentants des gestionnaires d'infrastructures de réseaux et d'une association de protection de l'environnement, l'autorité compétente prend un arrêté qui établit pour le département :

1° Une période d'interdiction de travaux sur les haies, en tenant compte des périodes sensibles pour les espèces à enjeux locaux au regard des périodes de nidification ainsi que des spécificités et des conditions climatiques et pédologiques du département ;

2° Un coefficient de compensation en cas de destruction de haie, en application du 2° de l'article L412-26. Ce coefficient tient compte, notamment de la densité de haie dans le département, de la dynamique historique de destruction ou de progression du linéaire de haie et de la valeur écologique des haies détruites en fonction d'une typologie de haies définie par arrêté des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture ;

3° Une liste des pratiques locales usuelles présumées répondre, de manière constante sur le territoire du département, à la notion de travaux d'entretien usuels de la haie."

Ces éléments ne sont pas encore parus à la date de rédaction du dossier.

1.3. Méthodologie du recensement des haies

Le présent dossier se base sur un recensement des haies présentes dans les emprises des investigations préalables de la ligne Bordeaux – Toulouse. Cette identification a été réalisée par deux bureaux d'études, BIOTOPE d'une part et le cabinet Béchon d'autre part, via des relevés de terrain et de la photointerprétation. Ce recensement a été ensuite traduit en données cartographiques.

1.4. Contenu du dossier de dérogation au régime de protection des haies

Le contenu du dossier de déclaration de destruction de haies n'est pas précisé à ce jour par le Code de l'environnement (en attente du décret en Conseil d'Etat précisant les conditions de mise en œuvre de ce nouveau régime).

Le présent dossier est construit autour de deux parties principales :

- Le contexte de la demande : ce chapitre présente le demandeur, le contexte réglementaire du dossier et la nature des travaux prévus dans le cadre des investigations préalables de la ligne Bordeaux – Toulouse ;
- L'identification et cartographie des parcelles concernées par la destruction de haies : cette partie identifie les haies interceptées par les emprises des investigations préalables via leurs parcelles cadastrales. Un atlas cartographique permet de les localiser.

1.5. Présentation succincte des investigations préalables

Les investigations préalables, objet du présent dossier d'autorisation environnementale, correspondent à une tranche de travaux comprenant :

- Les diagnostics archéologiques ;
- La campagne de sondages géotechniques.

Ces investigations se limitent dans le présent dossier d'autorisation aux entrées en terre des emprises prévisionnelles de l'avant-projet sommaire.

La description détaillée et la localisation de l'ensemble des investigations préalables sont présentées dans les pièces C et D du présent dossier d'autorisation environnementale.

Ces travaux nécessitent la réalisation du déboisement préalable des parcelles forestières concernées. En effet, SNCF Réseau, en tant que maître d'ouvrage, a notamment pour obligation de remettre les terrains à l'opérateur d'archéologie préventive dans des conditions permettant la réalisation du diagnostic archéologique (marquage au sol, abattage d'arbres, démolition de bâtiments etc.).

Dans le cadre de la définition des emprises des investigations préalables, des zones d'évitement ont été définies pour des raisons écologiques. Ainsi, aucun diagnostic archéologique ou sondage géotechnique ne sera réalisé dans les secteurs suivants :

- Au niveau des ripisylves des cours d'eau. Deux zones d'évitement ont été définies en fonction de la taille du cours d'eau :
 - Pour les cours d'eau majeurs, la zone évitée correspond à une bande tampon de 25 m de part et d'autre des berges du cours d'eau ;
 - Pour les petits cours d'eau, la zone évitée correspond à une bande tampon de 10 m de part et d'autre du cours d'eau. Une analyse au cas par cas a été réalisée et dans les situations où cette bande tampon était insuffisante, elle a été portée à 25 m de part et d'autre du cours d'eau ;
- Au niveau des alignements d'arbres. La zone évitée correspond à une bande tampon de 3 m de part et d'autre de l'alignement d'arbres de telle sorte que tous les alignements d'arbres soient maintenus ;
- Dans le périmètre de protection rapprochée du captage de Clarens où aucune opération de défrichage / destruction de haies ne sera réalisée, donc aucune opération de diagnostic archéologique.

Ces secteurs seront balisés sur le terrain, notamment au sein des massifs boisés, afin de garantir le respect de ces évitements dans le cadre des opérations de défrichage et de diagnostics archéologiques.

L'emprise présentée dans l'atlas du dossier tient compte de ce travail d'évitement d'où la dénomination « emprise brute » (emprise avant travail d'évitement) et « emprise résiduelle » (emprise tenant compte des secteurs évités).

1.5.1. Diagnostics archéologiques

Conformément aux arrêtés préfectoraux de prescription (arrêtés cadres n°75-2023-1330 et 1331 du 13 novembre 2023 du préfet de Nouvelle-Aquitaine et arrêtés n°76-2023-1178 et 1179 du 15 novembre 2023 du préfet d'Occitanie), les diagnostics d'archéologie préventive interviendront à minima sur 10% de la totalité de l'emprise concernée par les travaux. Cette emprise, basée sur les entrées en terre du projet en phase avant-projet sommaire, est estimée à environ 1 050 ha pour la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse. Cependant, la localisation exacte de ces affouillements ne peut être connue avant le début des opérations. **Par sécurité et afin de permettre aux opérateurs archéologiques d'intervenir où ils le souhaitent, la déclaration préalable à la destruction de haies considère donc l'ensemble de cette emprise hors évitements précédemment présentés.**

Concrètement, les diagnostics d'archéologie se traduisent par la réalisation de tranchées (d'environ 20 m de long, 2 à 3 m de large et 1 à 4 m de profondeur) effectuées à la pelle mécanique. Les terres excavées font l'objet d'une mise en dépôt temporaire in situ, avant le rebouchage des tranchées réalisé à l'avancement.

1.5.2. Campagne de sondages géotechniques

La campagne de sondages géotechnique est nécessaire pour affiner la conception du projet, notamment le calage technique des ouvrages.

Les sondages géotechniques nécessiteront ponctuellement des layonnages, des débroussaillages et des coupes d'arbres pour la création de certains accès et la libération des surfaces d'investigation (zone d'évolution et de stockage temporaire des engins, équipements et matériels d'une surface estimée de 20 m² à 30 m²), sans toutefois remettre en cause la destination forestière des parcelles au stade de ces investigations.

Dans une démarche d'éco-conception, le plan d'implantation des sondages a privilégié autant que possible les chemins agricoles et forestiers existants, que ce soit pour les accès ou la réalisation des sondages eux-mêmes, afin de limiter l'emprise sur les milieux forestiers.

La campagne comprend 4 700 sondages géotechniques, répartis sur le tracé de la ligne nouvelle Bordeaux – Toulouse.

Les sondages programmés par SNCF Réseau sont de plusieurs natures, définies en fonction du type d'informations à recueillir.

Il est ainsi prévu la réalisation des sondages suivants :

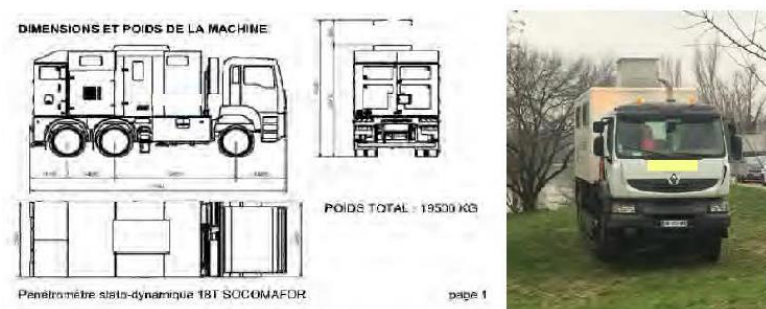
- Des reconnaissances in situ :
 - Sondages carottés ou à la tarière ;
 - Pose de piézomètres dans certains sondages ;
 - Sondages destructifs avec essais pressiométriques ;
 - Essais de pénétration statique ;
 - Essais de pénétration dynamique ;
 - Reconnaissances à la pelle mécanique ou à la tractopelle.

- Essais en laboratoire sur les échantillons issus des reconnaissances de type sondage carotté et reconnaissance à la pelle mécanique ou tractopelle :
 - Essais d'identification ;
 - Essais de cisaillement ;
 - Essais œdométriques ;
 - Etc...
- Prospections géophysiques : Base de sismique réfraction.

Figure 2 : Exemple de machine utilisée pour les sondages carottés, à la tarière ou pressiométrique (Source : SNCF Réseau)



Figure 3 : Exemple de machine d'essai de pénétration statique (Source : SNCF Réseau)



1.5.3. Déroulé des opérations de défrichage

Le défrichage sera réalisé en plusieurs étapes avec, dans un premier temps, le déboisement des parcelles forestières permettant la réalisation des investigations préalables puis, dans un second temps, le dessouchage des parcelles qui acte le défrichage à proprement parler avec la fin de la destination forestière des sols.

Les investigations préalables seront réalisées à l'issue des opérations de déboisement mais avant le dessouchage des parcelles. En effet, les souches doivent être laissées sur place pour éviter d'endommager des vestiges archéologiques.

Préalablement au démarrage des opérations de déboisement, un piquetage de la bande déboisée ainsi que des secteurs évités pour des raisons écologiques (ripisylves de cours d'eau et alignements d'arbres) sera réalisé.

Les opérations de déboisement seront ensuite menées par des entreprises de travaux forestiers. En fonction de la nature et du stade de développement des espaces boisés, différentes techniques d'exploitation forestière seront employées.

Pendant l'ensemble des opérations de déboisement et défrichage, les règles suivantes seront appliquées :

- Les engins ne pourront évoluer que sur sol sec et ressuyé ;
- Le stockage de carburant, d'hydrocarbure et d'huile est sécurisé (pas de possibilité de fuite dans le milieu naturel).

Débroussaillage

Cette opération concernera particulièrement les taillis peu denses, les landes forestières, les peuplements avec un sous-étage clair ainsi que les jeunes futaies résineuses et feuillues (diamètre moyen inférieur à 10 cm). Cette opération sera réalisée au moyen de différents broyeurs à marteaux fixes installés derrière un tracteur forestier ou un chenillard.

Figure 4: Débroussaillage (Source : SNCF Réseau)



Abattage et façonnage des grumes de bois

Ces opérations seront mécanisées dès que les conditions techniques et topographiques le permettent. Le type de matériel prévu est une tête d'abattage installée sur tracteurs et capable d'abattre et façonner aussi bien du résineux que du feuillu. Le cas échéant, l'exploitation forestière se fera par des bûcherons, notamment pour les feuillus de gros diamètre. Les rémanents (branchages) seront sommairement rangés en cordons, prêts à être broyés au sol. Les souches seront laissées en place pour éviter de déstructurer les vestiges archéologiques.

Figure 5: Abattage et façonnage des grumes de bois (Source : SNCF Réseau)



Débardage et débusquage sur place de dépôt

Cette opération consiste en la sortie des produits forestiers issus de l'exploitation des bois et des coupes jusqu'aux aires de stockage (en dehors des emprises du projet en bordure de voirie publique). Cette opération s'effectue au moyen de débusqueur et débardeur (tracteurs forestiers avec un équipement spécialisé pour le transport des produits forestiers). Toutefois, les grumes seront stockées temporairement sur le bord de la bande déboisée, puis évacuées ultérieurement. Les stockages en bord de cours d'eau seront évités afin de ne pas constituer des abris pour des espèces protégées, qui seraient dérangées lors de l'évacuation des bois.

Figure 6: Débardage et débusquage (Source : SNCF Réseau)



Broyage

Un broyage des branches et de la végétation arbustive sera réalisé au sein de la bande déboisée. Les souches seront laissées en place afin de ne pas bouleverser les couches superficielles du sol pour les diagnostics archéologiques.

Dessouchage

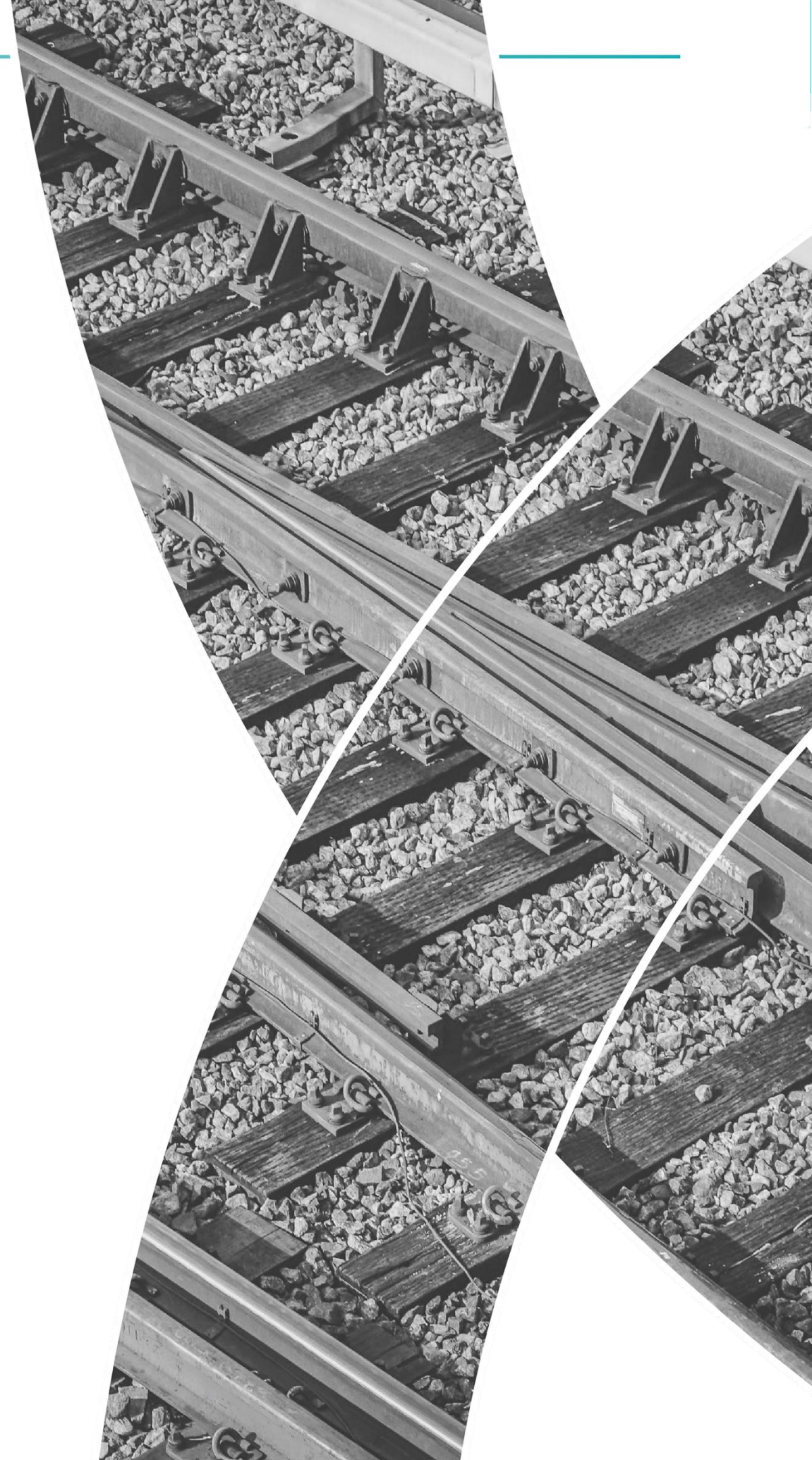
A l'issue des diagnostics archéologiques, nécessitant le maintien en place des souches pour ne pas altérer les potentiels vestiges, le dessouchage sera réalisé. La fin de l'opération de défrichement prendra effet à ce moment-là.



2. Identification et cartographie des haies détruites par les investigations préalables

Basé sur un atlas cartographique au 1/10 000^{ème}, ce chapitre permet d'identifier et de localiser les haies et les parcelles cadastrales associées détruites dans le cadre des investigations préalables de la ligne Bordeaux – Toulouse. Ce chapitre identifie également les haies évitées via l'évitement des secteurs à enjeux détaillé en introduction du paragraphe 1.5 du présent dossier.

En complément de l'atlas cartographique, des tableaux récapitulent, par département et par commune, ces parcelles cadastrales ainsi que le linéaire de haies détruit pour chacune d'elles.



2.1. Tableaux d'identification des parcelles concernées par des haies évitées par les emprises des investigations préalables par département

2.1.1. Parcelles concernées par des haies évitées dans le département de la Gironde

Les haies évitées dans le département de la Gironde sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Parcelles concernées par des haies évitées dans le département de la Gironde

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies évitées (en ml) |
|------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Landiras (33225) | B | 513 | 3 |
| TOTAL | / | / | 3 |

Au sein du département de la Gironde, un linéaire de 3 ml de haies a été évité.

2.1.2. Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Lot-et-Garonne

Les haies évitées dans le département du Lot-et-Garonne sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Lot-et-Garonne

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies évitées (en ml) |
|--------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Pompogne (47208) | AE | 95 | 100 |
| Pompogne (47208) | AE | 96 | 84 |
| Xaintrilles (47327) | A | 438 | 5 |
| Xaintrilles (47327) | A | 439 | 9 |
| Montgaillard-en-Albret (47176) | C | 586 | 20 |
| Bruch (47041) | ZC | 51 | 14 |
| Montesquieu (47186) | ZL | 79 | 26 |
| Sérignac-sur-Garonne (47300) | ZB | 82 | 41 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies évitées (en ml) |
|-------------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZD | 80 | 18 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZD | 289 | 3 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZT | 9 | 11 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZT | 149 | 3 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZT | 193 | 190 |
| Roquefort (47225) | AM | 71 | 42 |
| Le Passage (47201) | A | 347 | 6 |
| Layrac (47145) | A | 416 | 37 |
| Layrac (47145) | B | 143 | 4 |
| Layrac (47145) | B | 148 | 29 |
| Layrac (47145) | B | 149 | 21 |
| Caudecoste (47060) | ZA | 89 | 14 |
| Parcelles non cadastrées | / | / | 410 |
| TOTAL | / | / | 1 087 |

Au sein du département du Lot-et-Garonne, un linéaire de 1 087 ml de haies a été évité.

2.1.3. Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Tarn-et-Garonne

Les haies évitées dans le département du Tarn-et-Garonne sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Parcelles concernées par des haies évitées dans le département du Tarn-et-Garonne

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies évitées (en ml) |
|----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Dunes (82050) | ZI | 6 | 10 |
| Dunes (82050) | ZI | 7 | 23 |
| Dunes (82050) | ZI | 17 | 1 |
| Donzac (82049) | D | 315 | 9 |
| Donzac (82049) | D | 713 | 14 |
| Saint-Loup (82165) | E | 290 | 9 |
| Saint-Loup (82165) | E | 351 | 25 |
| Saint-Loup (82165) | E | 370 | 23 |
| Saint-Loup (82165) | E | 371 | 17 |
| Saint-Loup (82165) | ZA | 7 | 14 |
| Saint-Loup (82165) | ZB | 54 | 14 |
| Saint-Cirice (82158) | ZE | 39 | 14 |
| Auvillar (82008) | ZL | 6 | 23 |
| Auvillar (82008) | ZL | 7 | 30 |
| Auvillar (82008) | ZL | 10 | 8 |
| Saint-Michel (82166) | ZD | 11 | 39 |
| Le Pin (82139) | ZA | 7 | 5 |
| Le Pin (82139) | ZA | 8 | 1 |
| Caumont (82035) | B | 808 | 29 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies évitées (en ml) |
|---------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Caumont (82035) | B | 835 | 12 |
| Caumont (82035) | ZA | 7 | 53 |
| Caumont (82035) | ZB | 23 | 11 |
| Castelmayran (82031) | E | 491 | 6 |
| Cordes-Tolosannes (82045) | ZA | 9 | 2 |
| Castelsarrasin (82033) | BR | 32 | 29 |
| Castelsarrasin (82033) | BS | 57 | 19 |
| Castelsarrasin (82033) | F | 702 | 8 |
| Saint-Porquier (82171) | E | 638 | 128 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 7 | 7 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 8 | 3 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 9 | 10 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 10 | 3 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 11 | 17 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 12 | 4 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 13 | 77 |
| Saint-Porquier (82171) | ZB | 85 | 20 |
| Saint-Porquier (82171) | ZC | 26 | 59 |
| La Ville-Dieu-du-Temple (82096) | E | 436 | 5 |
| Escatalens (82052) | D | 403 | 18 |
| Montbeton (82124) | A | 421 | 31 |
| Montbeton (82124) | C | 103 | 32 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies évitées (en ml) |
|--------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Lacourt-Saint-Pierre (82085) | B | 227 | 10 |
| Bressols(82025) | ZC | 36 | 14 |
| Bressols (82025) | ZC | 37 | 21 |
| Bressols (82025) | ZO | 274 | 67 |
| Bressols (82025) | ZS | 122 | 69 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | F | 10 | 14 |
| Campsas (82027) | A | 452 | 14 |
| Campsas (82027) | A | 876 | 139 |
| Parcelles non cadastrées | / | / | 286 |
| TOTAL | / | / | 1 496 |

Au sein du département du Tarn-et-Garonne, un linéaire de 1 496 ml de haies a été évité.

2.1. Tableaux d'identification des parcelles concernées par des haies impactées par les emprises des investigations préalables par département

2.1.1. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Gironde

Les haies impactées dans le département de la Gironde sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Gironde

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|----------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Saint-Médard-d'Eyrans (33448) | B | 229 | 123 |
| Saint-Médard-d'Eyrans (33448) | B | 235 | 3 |
| Saint-Médard-d'Eyrans (33448) | B | 1064 | 199 |
| Saint-Médard-d'Eyrans (33448) | B | 1840 | 3 |
| Beutiran (33037) | D | 23 | 35 |
| Beutiran (33037) | D | 50 | 3 |
| Castres-Gironde (33109) | B | 134 | 87 |
| Portets (33334) | E | 316 | 21 |
| Saint-Michel-de-Rieufret (33452) | A | 787 | 31 |
| Saint-Michel-de-Rieufret (33452) | A | 791 | 59 |
| Landiras (33225) | B | 512 | 4 |
| Landiras (33225) | B | 513 | 11 |
| Landiras (33225) | C | 1002 | 70 |
| Landiras (33225) | H | 1335 | 60 |
| Landiras (33225) | H | 1337 | 147 |
| Landiras (33225) | H | 1338 | 90 |
| Landiras (33225) | H | 1339 | 20 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|-------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Landiras (33225) | H | 1348 | 80 |
| Landiras (33225) | H | 1349 | 18 |
| Landiras (33225) | H | 1351 | 7 |
| Balizac (33026) | A | 29 | 30 |
| Balizac (33026) | A | 31 | 4 |
| Saint-Léger-de-Balson (33429) | A | 458 | 41 |
| Saint-Léger-de-Balson (33429) | B | 378 | 133 |
| Préchac (33336) | D | 296 | 41 |
| Préchac (33336) | D | 361 | 29 |
| Préchac (33336) | E | 453 | 3 |
| Préchac (33336) | E | 464 | 32 |
| Préchac (33336) | F | 27 | 3 |
| Préchac (33336) | F | 28 | 6 |
| Préchac (33336) | F | 29 | 10 |
| Préchac (33336) | H | 269 | 5 |
| Préchac (33336) | H | 572 | 73 |
| Préchac (33336) | H | 573 | 36 |
| Préchac (33336) | H | 575 | 41 |
| Préchac (33336) | H | 949 | 104 |
| Cazalis (33115) | C | 415 | 15 |
| Cazalis (33115) | C | 416 | 67 |
| Cazalis (33115) | C | 418 | 25 |
| Lucmau (33255) | A | 85 | 24 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Lucmau (33255) | A | 99 | 40 |
| Lucmau (33255) | A | 100 | 2 |
| Lucmau (33255) | A | 103 | 5 |
| Lucmau (33255) | A | 105 | 80 |
| Lucmau (33255) | A | 455 | 29 |
| Bernos-Beaulac (33046) | AS | 208 | 7 |
| Bernos-Beaulac (33046) | AS | 212 | 36 |
| Bernos-Beaulac (33046) | AS | 241 | 28 |
| Lerm-et-Musset (33239) | A | 146 | 39 |
| Parcelles non cadastrées | / | / | 500 |
| TOTAL | / | / | 2 559 |

Au sein du département de la Gironde, un linéaire de 2 559 ml de haies est impacté par les emprises résiduelles des investigations préalables relatives à la ligne Bordeaux – Toulouse.

2.1.2. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Lot-et-Garonne

Les haies impactées dans le département du Lot-et-Garonne sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Lot-et-Garonne

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Pindères (47205) | AE | 245 | 10 |
| Pindères (47205) | AE | 249 | 39 |
| Ambrus (47008) | B | 451 | 56 |
| Ambrus (47008) | B | 537 | 1 |
| Ambrus (47008) | B | 555 | 52 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Xaintrailles (47327) | A | 232 | 27 |
| Xaintrailles (47327) | A | 429 | 12 |
| Montgaillard-en-Albret (47176) | A | 832 | 154 |
| Montgaillard-en-Albret (47176) | A | 902 | 1 |
| Montgaillard-en-Albret (47176) | C | 601 | 47 |
| Vianne (47318) | B | 304 | 70 |
| Feugarolles (47097) | A | 237 | 6 |
| Feugarolles (47097) | A | 238 | 24 |
| Feugarolles (47097) | A | 239 | 37 |
| Feugarolles (47097) | E | 153 | 11 |
| Feugarolles (47097) | E | 154 | 55 |
| Feugarolles (47097) | E | 365 | 6 |
| Feugarolles (47097) | E | 387 | 35 |
| Feugarolles (47097) | E | 388 | 49 |
| Feugarolles (47097) | E | 389 | 52 |
| Feugarolles (47097) | E | 390 | 50 |
| Feugarolles (47097) | E | 391 | 5 |
| Feugarolles (47097) | E | 1223 | 17 |
| Feugarolles (47097) | E | 1241 | 43 |
| Feugarolles (47097) | E | 1274 | 23 |
| Bruch (47041) | E | 748 | 126 |
| Bruch (47041) | E | 857 | 4 |
| Bruch (47041) | ZC | 51 | 5 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|-------------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Bruch (47041) | ZD | 129 | 27 |
| Montesquieu (47186) | D | 294 | 20 |
| Montesquieu (47186) | E | 77 | 11 |
| Montesquieu (47186) | E | 80 | 46 |
| Montesquieu (47186) | E | 782 | 93 |
| Montesquieu (47186) | E | 788 | 43 |
| Montesquieu (47186) | E | 1020 | 29 |
| Montesquieu (47186) | ZL | 92 | 33 |
| Montesquieu (47186) | ZM | 152 | 33 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZE | 54 | 40 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZE | 120 | 8 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZE | 151 | 2 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZE | 519 | 9 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZE | 571 | 30 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZT | 8 | 92 |
| Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47238) | ZT | 149 | 7 |
| Colayrac-Saint-Cirq (47069) | D | 779 | 9 |
| Colayrac-Saint-Cirq (47069) | D | 2159 | 16 |
| Brax (47040) | ZD | 2 | 28 |
| Brax (47040) | ZD | 202 | 31 |
| Brax (47040) | ZE | 27 | 53 |
| Brax (47040) | ZE | 300 | 26 |
| Roquefort (47225) | AK | 36 | 20 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Roquefort (47225) | AL | 18 | 50 |
| Roquefort (47225) | AL | 19 | 39 |
| Estillac (47091) | AA | 133 | 36 |
| Estillac (47091) | AK | 53 | 4 |
| Estillac (47091) | AK | 183 | 7 |
| Estillac (47091) | AL | 1 | 18 |
| Estillac (47091) | AL | 2 | 18 |
| Le Passage (47201) | A | 59 | 8 |
| Le Passage (47201) | A | 68 | 51 |
| Le Passage (47201) | A | 347 | 11 |
| Le Passage (47201) | A | 348 | 20 |
| Le Passage (47201) | AP | 258 | 12 |
| Le Passage (47201) | AP | 267 | 20 |
| Moirax (47169) | B | 758 | 2 |
| Moirax (47169) | B | 787 | 8 |
| Moirax (47169) | B | 800 | 57 |
| Layrac (47145) | A | 401 | 8 |
| Layrac (47145) | A | 416 | 81 |
| Layrac (47145) | A | 418 | 33 |
| Layrac (47145) | AW | 31 | 126 |
| Layrac (47145) | AW | 32 | 6 |
| Layrac (47145) | AX | 1 | 4 |
| Layrac (47145) | AX | 2 | 13 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Layrac (47145) | AX | 3 | 1 |
| Layrac (47145) | AX | 9 | 2 |
| Layrac (47145) | AX | 31 | 33 |
| Layrac (47145) | B | 60 | 3 |
| Layrac (47145) | B | 155 | 13 |
| Layrac (47145) | B | 156 | 5 |
| Layrac (47145) | B | 158 | 13 |
| Layrac (47145) | B | 709 | 52 |
| Layrac (47145) | C | 769 | 14 |
| Layrac (47145) | I | 1683 | 70 |
| Caudecoste (47060) | C | 50 | 36 |
| Caudecoste (47060) | C | 51 | 32 |
| Caudecoste (47060) | ZA | 12 | 37 |
| Caudecoste (47060)c | ZA | 89 | 39 |
| Parcelles non cadastrées | / | / | 2 193 |
| TOTAL | / | / | 4 898 |

Au sein du département du Lot-et-Garonne, un linéaire de 4 898 ml de haies est impacté par les emprises résiduelles des investigations préalables relatives à la ligne Bordeaux – Toulouse.

2.1.3. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Tarn-et-Garonne

Les haies impactées dans le département du Tarn-et-Garonne sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département du Tarn-et-Garonne

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|----------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Dunes (82050) | ZH | 16 | 35 |
| Donzac (82049) | D | 315 | 131 |
| Donzac (82049) | D | 482 | 15 |
| Donzac (82049) | D | 678 | 17 |
| Saint-Cirice (82158) | ZC | 63 | 94 |
| Auvillar (82008) | ZE | 10 | 19 |
| Auvillar (82008) | ZE | 22 | 41 |
| Auvillar (82008) | ZE | 44 | 125 |
| Saint-Michel (82166) | A | 237 | 5 |
| Saint-Michel (82166) | A | 651 | 11 |
| Saint-Michel (82166) | ZC | 36 | 44 |
| Saint-Michel (82166) | ZD | 38 | 23 |
| Merles (82109) | ZD | 20 | 28 |
| Le Pin (82139) | A | 192 | 37 |
| Le Pin (82139) | ZB | 7 | 24 |
| Caumont (82035) | B | 811 | 40 |
| Caumont (82035) | ZA | 19 | 52 |
| Castelmayran (82031) | D | 3 | 10 |
| Castelmayran (82031) | D | 42 | 2 |
| Castelmayran (82031) | D | 552 | 16 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Castelmayran (82031) | D | 561 | 10 |
| Castelmayran (82031) | D | 562 | 30 |
| Castelmayran (82031) | D | 571 | 14 |
| Castelmayran (82031) | D | 627 | 51 |
| Castelmayran (82031) | D | 672 | 10 |
| Castelmayran (82031) | D | 673 | 32 |
| Castelmayran (82031) | D | 953 | 3 |
| Castelmayran (82031) | D | 954 | 3 |
| Castelmayran (82031) | D | 955 | 1 |
| Castelmayran (82031) | E | 310 | 2 |
| Castelmayran (82031) | E | 312 | 5 |
| Castelmayran (82031) | E | 491 | 4 |
| Castelmayran (82031) | E | 516 | 120 |
| Castelferrus (82030) | ZA | 171 | 48 |
| Castelferrus (82030) | ZB | 17 | 41 |
| Castelferrus (82030) | ZB | 114 | 41 |
| Castelferrus (82030) | ZB | 143 | 3 |
| Castelsarrasin (82033) | BS | 59 | 69 |
| Castelsarrasin (82033) | F | 694 | 7 |
| Castelsarrasin (82033) | F | 702 | 1 |
| Saint-Porquier (82171) | D | 97 | 15 |
| Saint-Porquier (82171) | E | 607 | 39 |
| Saint-Porquier (82171) | E | 636 | 21 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Saint-Porquier (82171) | E | 637 | 8 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 11 | 43 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 17 | 8 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 30 | 50 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 31 | 20 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 32 | 51 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 49 | 20 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 50 | 1 |
| Saint-Porquier (82171) | ZA | 54 | 90 |
| Saint-Porquier (82171) | ZB | 69 | 25 |
| Saint-Porquier (82171) | ZB | 92 | 27 |
| Saint-Porquier (82171) | ZC | 10 | 41 |
| Saint-Porquier (82171) | ZC | 35 | 40 |
| Escatalens (82052) | D | 403 | 63 |
| Montbeton (82124) | A | 391 | 13 |
| Montbeton (82124) | A | 395 | 1 |
| Montbeton (82124) | A | 396 | 2 |
| Montbeton (82124) | A | 406 | 19 |
| Montbeton (82124) | A | 414 | 20 |
| Montbeton (82124) | A | 429 | 14 |
| Montbeton (82124) | A | 799 | 19 |
| Montbeton (82124) | C | 108 | 51 |
| Montbeton (82124) | C | 109 | 136 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Montbeton (82124) | C | 110 | 140 |
| Montbeton (82124) | C | 111 | 2 |
| Montbeton (82124) | C | 112 | 18 |
| Montbeton (82124) | C | 207 | 22 |
| Montbeton (82124) | C | 212 | 83 |
| Montbeton (82124) | C | 213 | 70 |
| Montbeton (82124) | C | 214 | 2 |
| Montbeton (82124) | C | 403 | 7 |
| Montbeton (82124) | C | 404 | 122 |
| Lacourt-Saint-Pierre (82085) | B | 236 | 71 |
| Lacourt-Saint-Pierre (82085) | B | 512 | 3 |
| Lacourt-Saint-Pierre (82085) | B | 513 | 17 |
| Lacourt-Saint-Pierre (82085) | B | 803 | 174 |
| Montauban (82121) | HR | 16 | 60 |
| Montauban (82121) | HS | 52 | 25 |
| Montauban (82121) | HS | 57 | 35 |
| Montauban (82121) | HS | 60 | 100 |
| Montauban (82121) | HT | 169 | 31 |
| Montauban (82121) | HT | 213 | 12 |
| Montauban (82121) | HT | 286 | 3 |
| Bressols (82025) | ZA | 16 | 18 |
| Bressols (82025) | ZA | 17 | 28 |
| Bressols (82025) | ZA | 39 | 51 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Bressols (82025) | ZB | 80 | 55 |
| Bressols (82025) | ZB | 96 | 6 |
| Bressols (82025) | ZB | 161 | 18 |
| Bressols (82025) | ZB | 200 | 10 |
| Bressols (82025) | ZB | 201 | 121 |
| Bressols (82025) | ZC | 37 | 275 |
| Bressols (82025) | ZC | 223 | 20 |
| Bressols (82025) | ZC | 228 | 15 |
| Bressols (82025) | ZC | 230 | 61 |
| Bressols (82025) | ZC | 243 | 6 |
| Bressols (82025) | ZC | 325 | 349 |
| Bressols (82025) | ZC | 326 | 122 |
| Bressols (82025) | ZC | 344 | 69 |
| Bressols (82025) | ZC | 345 | 143 |
| Bressols (82025) | ZC | 346 | 55 |
| Bressols (82025) | ZE | 8 | 50 |
| Bressols (82025) | ZE | 110 | 36 |
| Bressols (82025) | ZE | 267 | 34 |
| Bressols (82025) | ZE | 282 | 28 |
| Bressols (82025) | ZO | 487 | 37 |
| Bressols (82025) | ZS | 101 | 85 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | F | 8 | 26 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | F | 160 | 6 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 8 | 106 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 12 | 9 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 152 | 14 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 317 | 45 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 434 | 30 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 838 | 74 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 963 | 35 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 965 | 56 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 979 | 4 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 1391 | 56 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 1570 | 168 |
| Labastide-Saint-Pierre (82079) | G | 1574 | 279 |
| Montbartier (82123) | AP | 43 | 23 |
| Campsas (82027) | A | 166 | 5 |
| Campsas (82027) | A | 169 | 31 |
| Campsas (82027) | A | 170 | 55 |
| Campsas (82027) | A | 171 | 18 |
| Campsas (82027) | A | 172 | 38 |
| Campsas (82027) | A | 452 | 22 |
| Campsas (82027) | A | 468 | 19 |
| Campsas (82027) | A | 469 | 18 |
| Campsas (82027) | A | 487 | 19 |
| Campsas (82027) | A | 607 | 8 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|--------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Campsas (82027) | A | 876 | 4 |
| Campsas (82027) | A | 1027 | 12 |
| Campsas (82027) | C | 427 | 40 |
| Campsas (82027) | C | 869 | 41 |
| Campsas (82027) | D | 169 | 37 |
| Campsas (82027) | D | 170 | 2 |
| Campsas (82027) | D | 171 | 26 |
| Campsas (82027) | D | 183 | 84 |
| Campsas (82027) | D | 189 | 52 |
| Campsas (82027) | D | 759 | 56 |
| Canals (82028) | B | 65 | 16 |
| Canals (82028) | B | 66 | 13 |
| Pompignan (82142) | D | 708 | 1 |
| Parcelles non cadastrées | / | / | 1 242 |
| TOTAL | / | / | 7 580 |

Au sein du département du Tarn-et-Garonne, un linéaire de 7 580 ml de haies est impacté par les emprises résiduelles des investigations préalables relatives à la ligne Bordeaux – Toulouse.

2.1.4. Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Haute-Garonne

Les haies impactées dans le département de la Haute-Garonne sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 7 : Parcelles concernées par des haies impactées dans le département de la Haute-Garonne

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|-----------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Fronton (31202) | J | 335 | 8 |
| Fronton (31202) | J | 377 | 23 |

| Communes | Section cadastrale | Numéro de la parcelle | Linéaire de haies impactées (en ml) |
|----------------------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Fronton (31202) | J | 528 | 22 |
| Saint-Rustice (31515) | A | 99 | 29 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 795 | 116 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 2667 | 16 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 2677 | 14 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 2680 | 51 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 2682 | 195 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 2683 | 47 |
| Castelnau-d'Estrétefonds (31118) | A | 2685 | 31 |
| Parcelles non cadastrées | / | / | 83 |
| TOTAL | / | / | 635 |

2.2. Cartographie des haies évitées et impactées par les emprises des investigations préalables et parcelles cadastrales associées

Au sein du département de la Haute-Garonne, un linéaire de 635 ml de haies est impacté par les emprises résiduelles des investigations préalables relatives à la ligne Bordeaux – Toulouse.



Ayguemorte-les-Graves

Cadaujac

Martillac

GIRONDE

Saint-Médard-d'Eyrans

B1064

B1064

B229

A

A

B

C

C



**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 1 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- Limite départementale
- Limite communale
- Emprise résiduelle
- Emprise brute

- Cadastre**
- Sections cadastrales
 - Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 2 sur 68

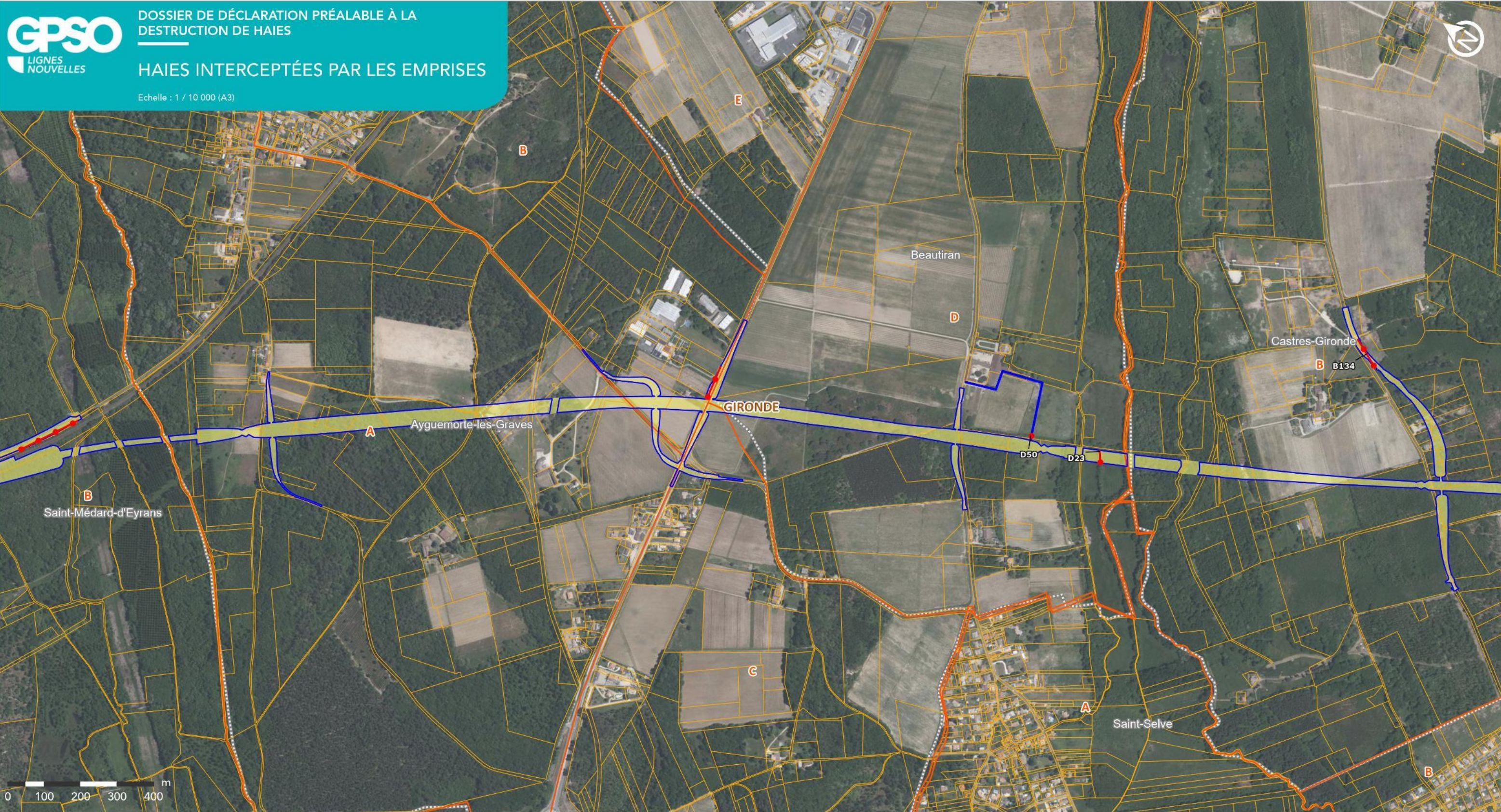
GPSO SNCF Actierra Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 3 sur 68

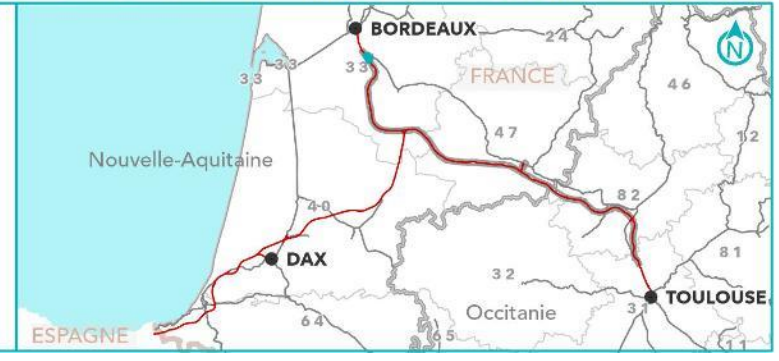


Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 4 sur 68

GPSO SNCF Actierro Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 5 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 6 sur 68

GPSO AGENCE GÉNÉRALISTE D'ÉTUDES ET D'OPÉRATION
SNCF RÉSEAU
Actierra de service de conseil
Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
 - ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 7 sur 68

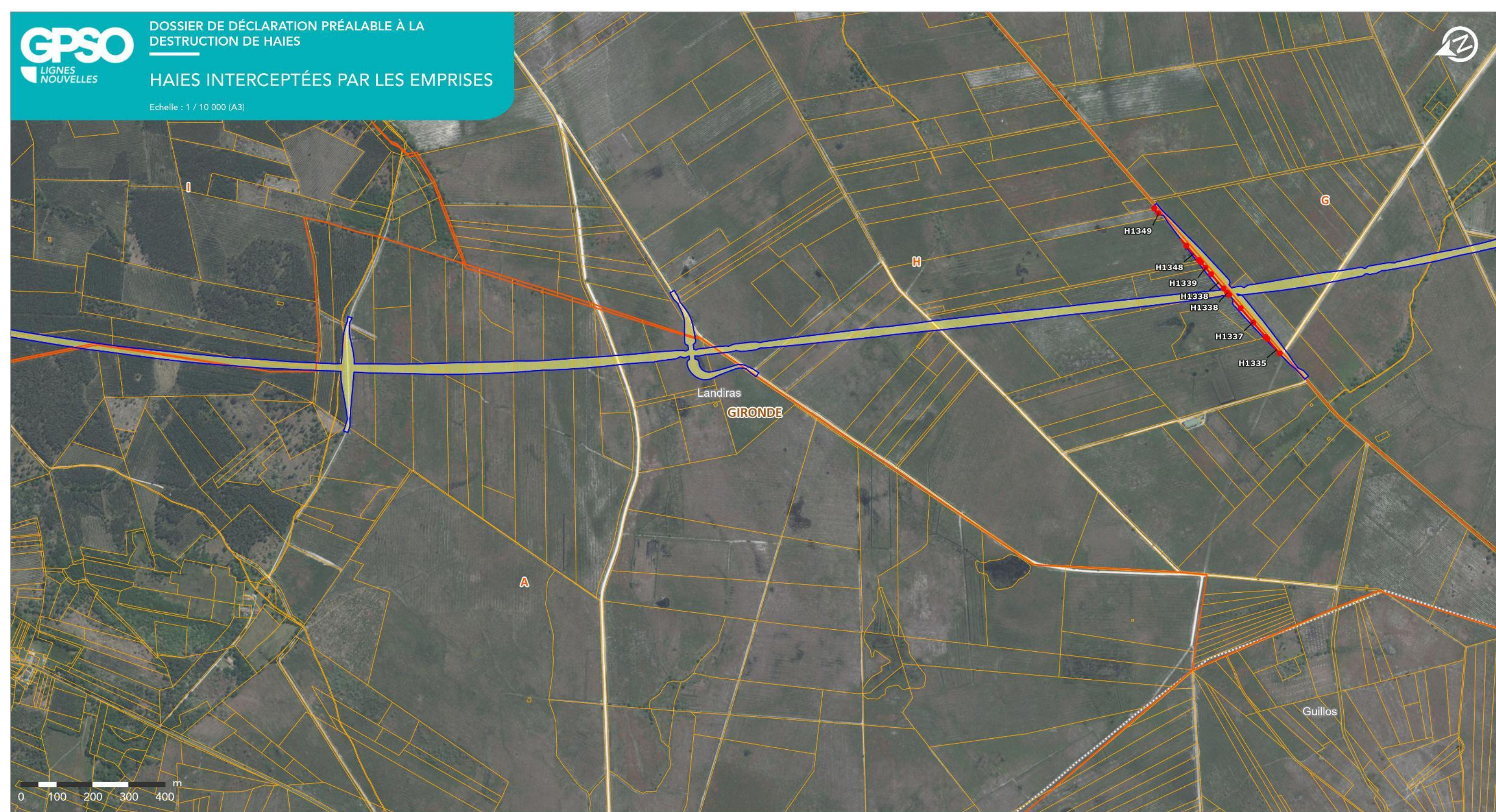
GPSO AGENCE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SNCF RÉSEAU
Actierra
Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées
 - Haies évitées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 8 sur 68

GPSO SNCF Actierro Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 9 sur 68

GPSO SNCF Réseau Actierria Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 10 sur 68

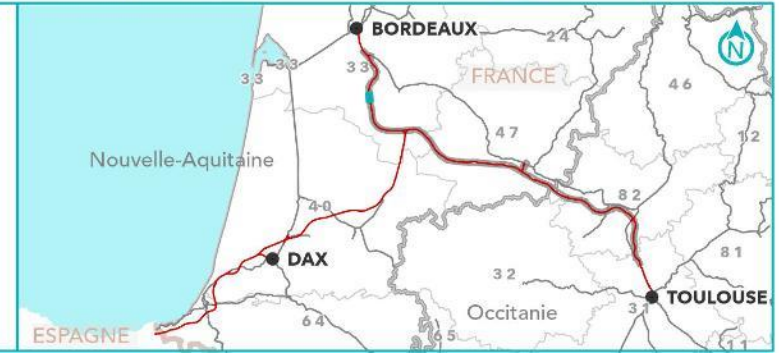
Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 11 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 12 sur 68

GPSO SNCF Actierro Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

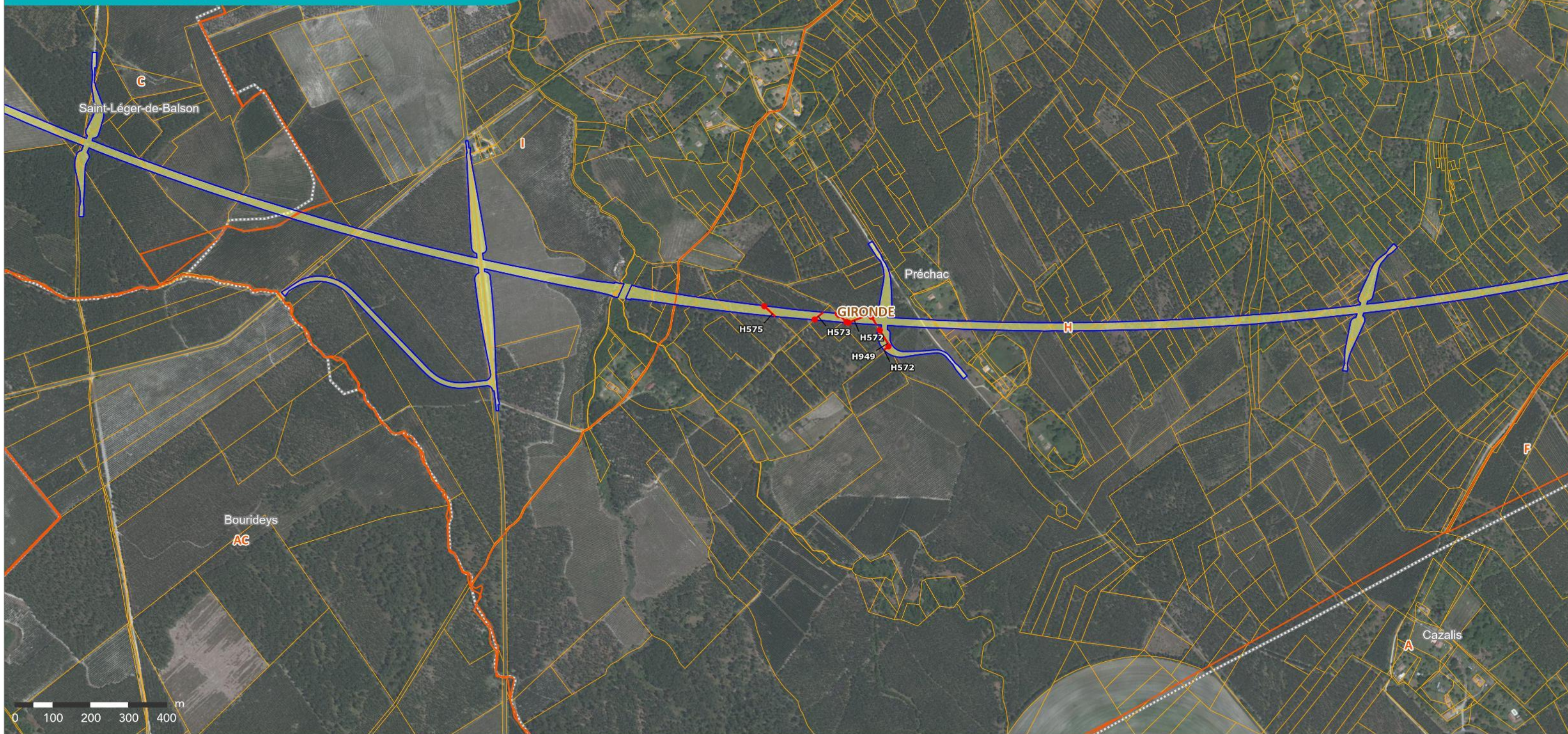
Planche 13 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- | | |
|-------------------------|-------------------------|
| ● Villes principales | Cadastre |
| — Limite départementale | — Sections cadastrales |
| - - - Limite communale | — Parcelles cadastrales |
| — Emprise résiduelle | |
| — Emprise brute | |





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 14 sur 68

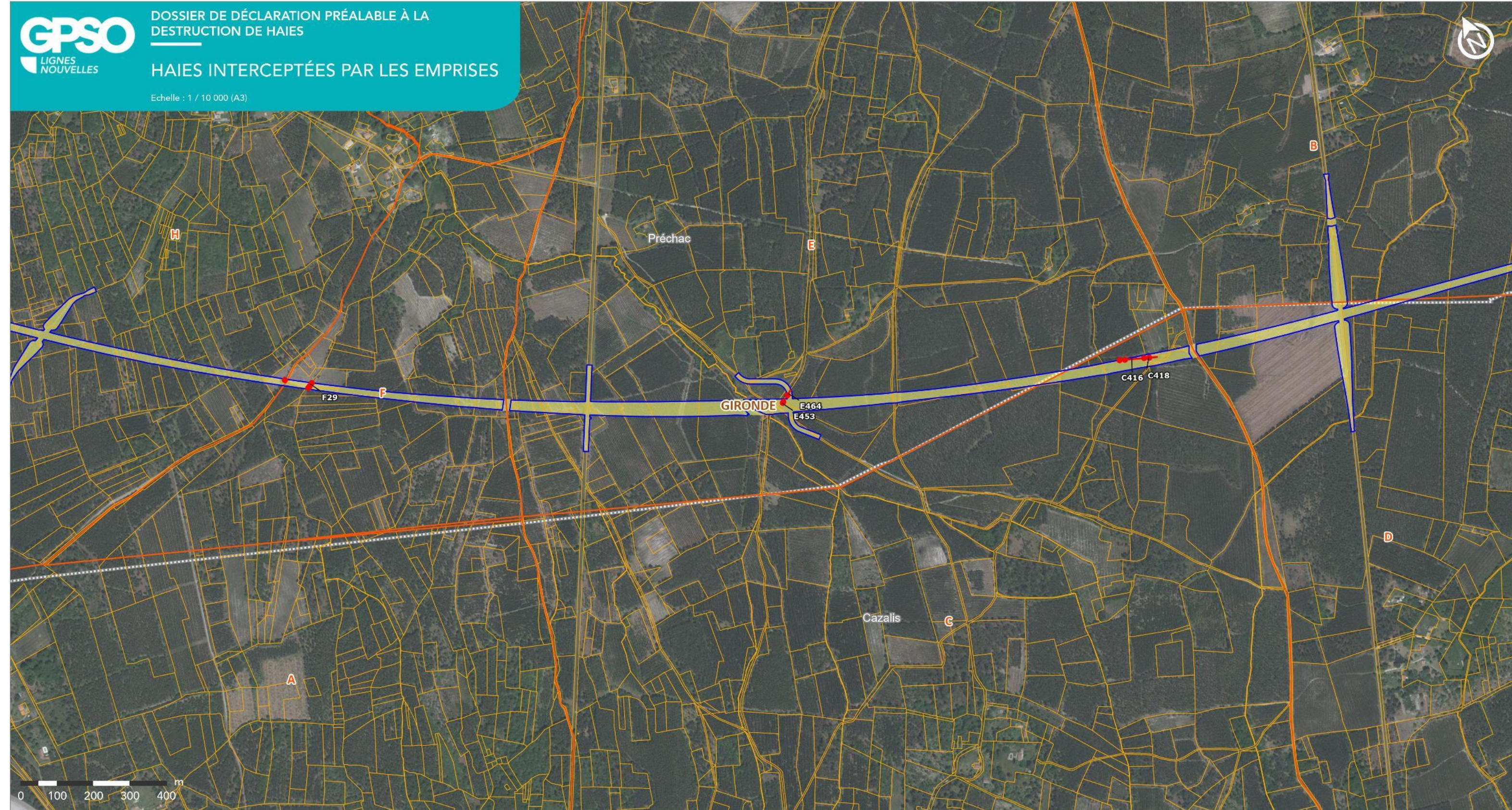
Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 15 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées



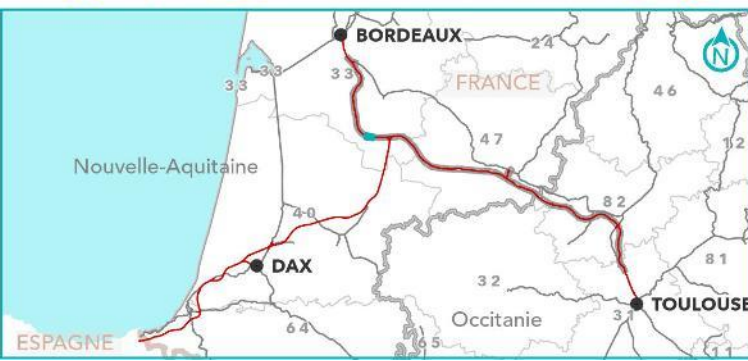


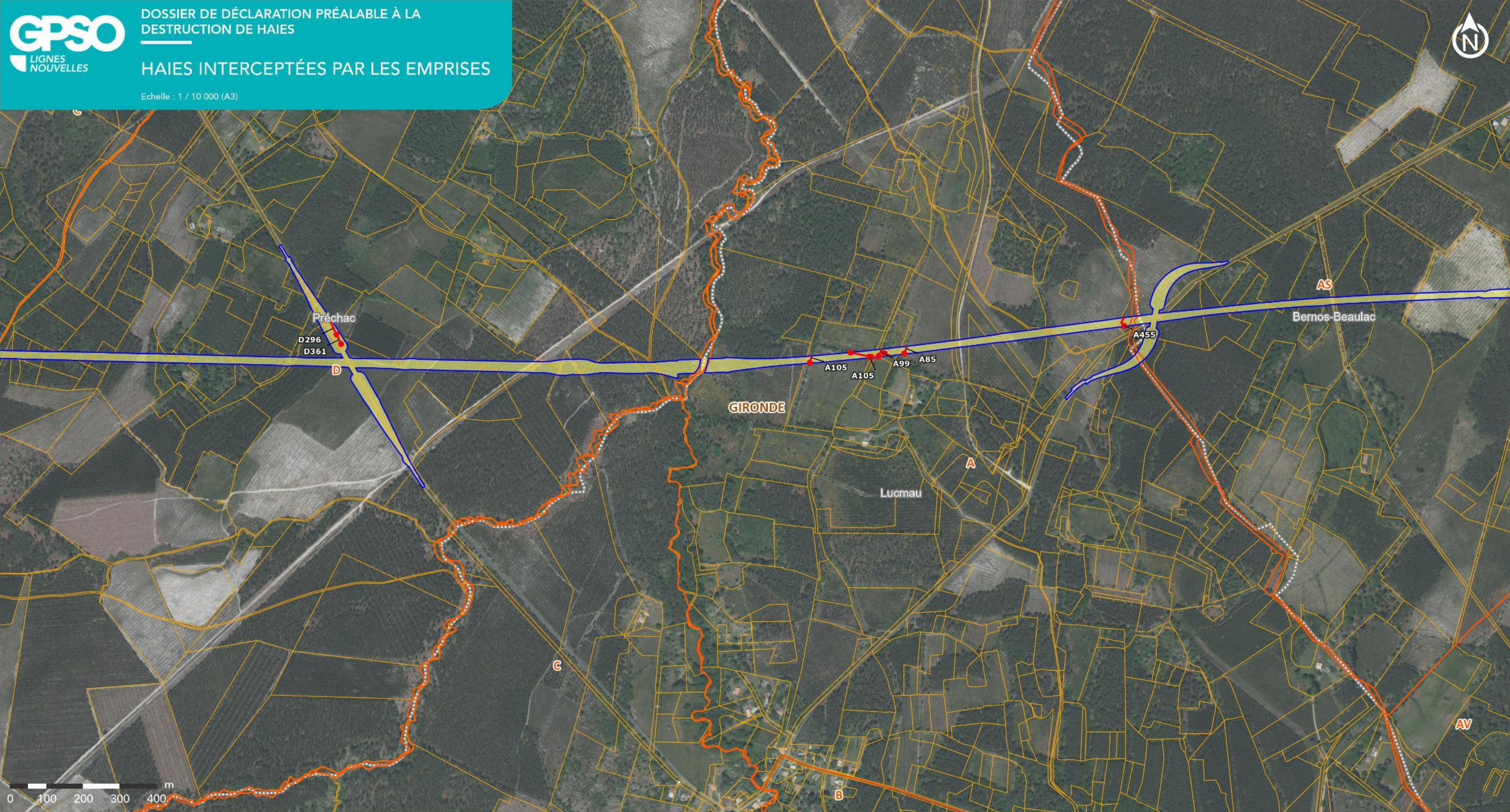
LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 16 sur 68

GPSO SNCF Réseau Actierra
Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- | | | |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|
| ● Villes principales | Cadastre | Emprise |
| ▭ Limite départementale | ▭ Sections cadastrales | —●— Haies impactées |
| ▭ Limite communale | ▭ Parcelles cadastrales | |
| ▭ Emprise résiduelle | | |
| ▭ Emprise brute | | |





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 17 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
 - ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales
- Emprise**
 - Haies impactées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 18 sur 68

GPSO SNCF Acterra Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 19 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
 - ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 20 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales





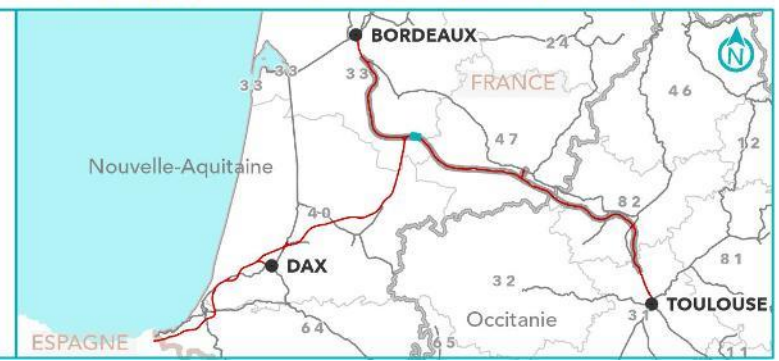
LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 21 sur 68




 Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
 Réalisation : ACTIERRA, 2025

- | | |
|---|---|
| ● Villes principales | Cadastre |
|  Limite départementale |  Sections cadastrales |
|  Limite communale |  Parcelles cadastrales |
|  Emprise résiduelle | |
|  Emprise brute | |





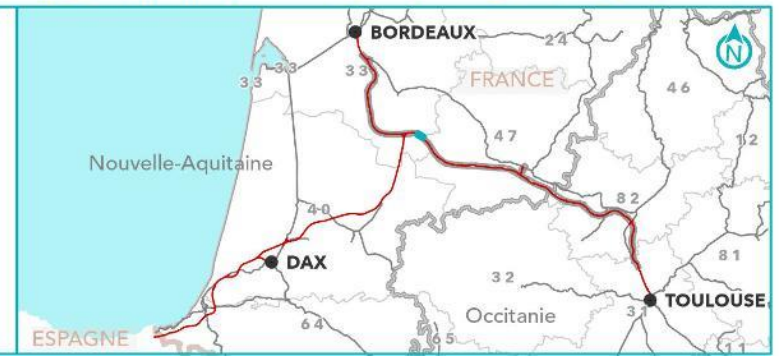
LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 22 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- | | | |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|
| ● Villes principales | Cadastré | Emprise |
| ▭ Limite départementale | ▭ Sections cadastrales | —●— Haies impactées |
| ▭ Limite communale | ▭ Parcelles cadastrales | |
| ▭ Emprise résiduelle | | |
| ▭ Emprise brute | | |





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 23 sur 68

GPSO AGENCE GÈREUR DE LA LIGNE NOUVELLE SNCF RÉSEAU Actierra Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024 Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
 - ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 24 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
 - ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

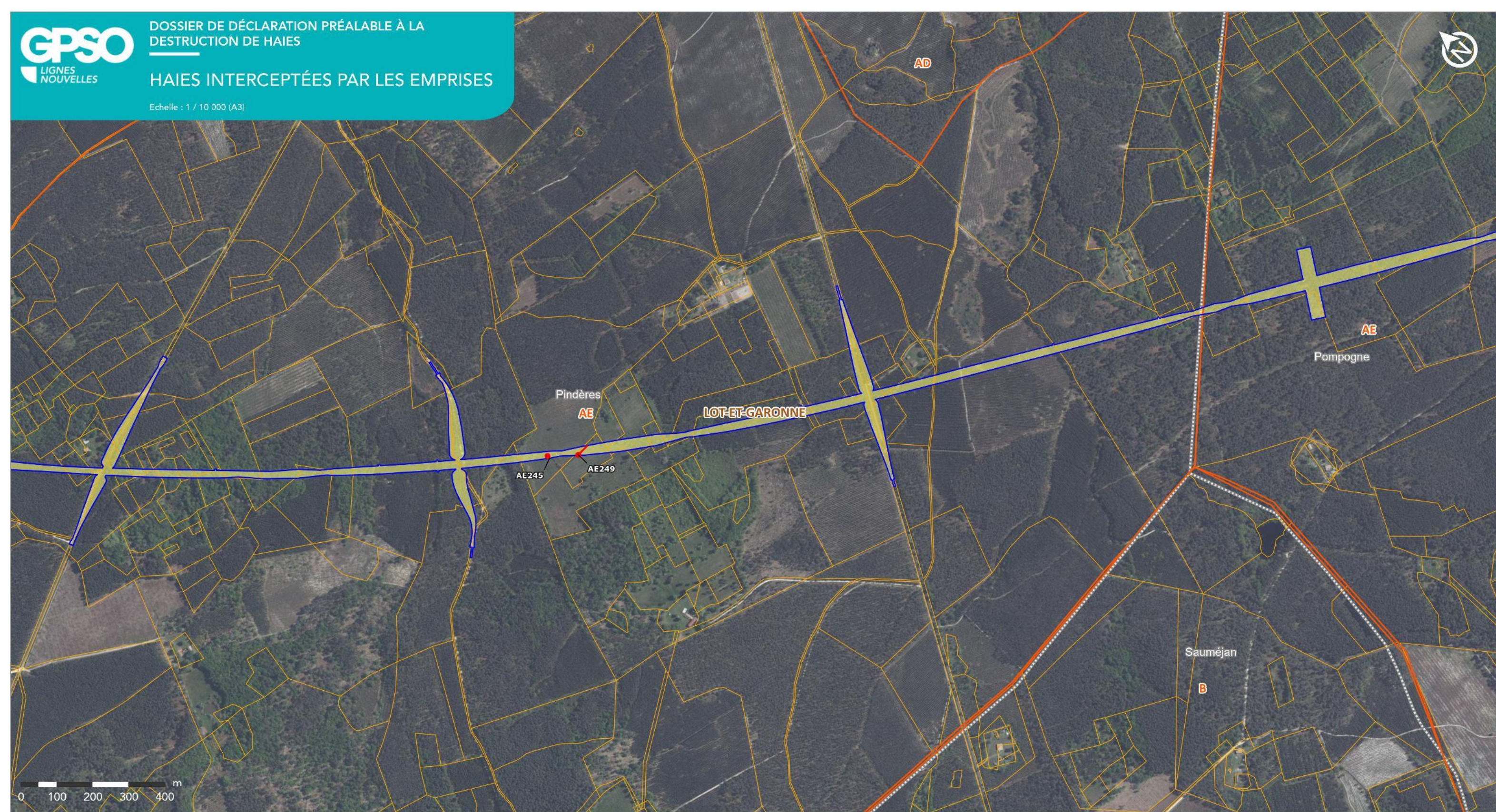
Planche 25 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- | | |
|-------------------------|-------------------------|
| ● Villes principales | Cadastre |
| ▭ Limite départementale | ▭ Sections cadastrales |
| ▭ Limite communale | ▭ Parcelles cadastrales |
| ▭ Emprise résiduelle | |
| ▭ Emprise brute | |





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 26 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 27 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies évitées





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 28 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- | | |
|-------------------------|-------------------------|
| ● Villes principales | Cadastre |
| ▭ Limite départementale | ▭ Sections cadastrales |
| ▭ Limite communale | ▭ Parcelles cadastrales |
| ▭ Emprise résiduelle | |
| ▭ Emprise brute | |





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 29 sur 68

- Villes principales
 - Limite départementale
 - Limite communale
 - Emprise résiduelle
 - Emprise brute
- Cadastr**
- Sections cadastrales
 - Parcelles cadastrales





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 30 sur 68

GPSO SNCF Réseau Actierro Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
 - ▭ Limite départementale
 - ▭ Limite communale
 - ▭ Emprise résiduelle
 - ▭ Emprise brute
- Cadastre**
 - ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales





**LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES**

Planche 31 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- | | |
|-------------------------|-------------------------|
| ● Villes principales | Cadastre |
| ▭ Limite départementale | ▭ Sections cadastrales |
| ▭ Limite communale | ▭ Parcelles cadastrales |
| ▭ Emprise résiduelle | |
| ▭ Emprise brute | |





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 32 sur 68

Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025



- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies impactées
 - Haies évitées





LIGNE NOUVELLE BORDEAUX TOULOUSE
DAE - INVESTIGATIONS PRÉALABLES

Planche 33 sur 68



Sources : Cabinet BECHON; IGN BD ORTHO, 2024
Réalisation : ACTIERRA, 2025

- Villes principales
- ▭ Limite départementale
- ▭ Limite communale
- ▭ Emprise résiduelle
- ▭ Emprise brute

- Cadastre**
- ▭ Sections cadastrales
 - ▭ Parcelles cadastrales

- Emprise**
- Haies interceptées
 - Haies évitées

